

# La réforme de la politique scientifique, « c'est le brouillard »

FÉDÉRAL Le secteur se montre inquiet face au sort réservé à Belspo

- Les chercheurs craignent de perdre des moyens.
- La majorité dément « Les crédits pour la recherche seront maintenus ».

**E**lke Sleurs a manifestement décidé d'accélérer la réforme de la politique scientifique fédérale. Pour rappel, l'objectif est triple : regrouper le spatial dans une Agence associant les Régions (*Le Soir* du 2 avril), « autonomiser » les dix établissements scientifiques fédéraux (musées royaux, IRM...) et intégrer Belspo dans une autre administration. Premier signe tangible : la non-reconduction du mandat de Philippe Mettens, « dont le poste est appelé à disparaître ». L'intéressé, connu pour ses positions tranchées, ne mâche pas ses mots : « On veut démanteler la politique scientifique fédérale. Sans la moindre négociation avec la communauté de chercheurs ! » Au sein de la Belgique scientifique et culturelle, l'inquiétude est vive. La plupart de nos interlocuteurs dénoncent le brouillard actuel. Comme le résume ce chercheur, « l'annonce des projets de la secrétaire d'Etat, en octobre, nous a alarmés. Depuis, on n'a reçu aucune information de sa part. On apprend des choses par la presse et ce n'est pas fait pour nous rassurer. »

La protestation la plus visible émane de ces 17.000 chercheurs qui ont signé la pétition « Save

Belspo ». « En matière de recherche, on ne peut plus rien faire si on ne travaille pas en réseau, au niveau européen. Et nous, en Belgique, que fait-on ? On fractionne, on renvoie tout vers les Régions ! Ce n'est pas cohérent », dénonce un responsable d'une institution scientifique. Jean-Louis Tison, glaciologue à l'ULB

et initiateur de la pétition, résume les craintes de ses pairs. « Nous avons besoin de toutes nos sources de financement ; supprimer Belspo, c'est nous enlever 50 % de notre financement. » Le fédéral apporte à la recherche 47 % de ses budgets publics (en ce compris les mesures d'aide fiscales). Autre argument de « Save Belspo » : « Belspo est la seule instance qui organise la collaboration entre chercheurs francophones et flamands, entre les universités et les institutions scientifiques. » Dernier grief : « On a beau poser toutes ces questions, on n'obtient aucune réponse. Le gouvernement a peu d'interaction avec le monde extérieur », se désole Jean-Louis Tison.

Dans les rangs gouvernementaux, on dément catégoriquement vouloir rogner les budgets : « Les crédits attribués à la recherche ne sont en aucun cas réduits. On modifie une structure, Belspo, pour réduire les coûts de fonctionnement. Philippe Mettens n'a manifestement pas tout dit aux chercheurs. »

Au sein des établissements scientifiques fédéraux, l'ambiance n'est pas non plus à la fête. La notion d'« autonomisation »

suscite énormément d'interroga-

« **Les intentions de M<sup>me</sup> Sleurs pour Belspo restent nébuleuses, cela crée de l'anxiété** » RUDI VAN DOORSLAER

tions. Rudi Van Doorslaer, directeur du Ceges, dit tout haut ce que plusieurs de ses homologues nous ont confié off the record. « Je tiens à dire qu'il y a beaucoup d'éléments positifs dans la note de M<sup>me</sup> Sleurs. Le problème, c'est que l'autonomisation arrive en même temps que les économies. Nous ne voyons pas comment nous allons pouvoir réaliser les projets avec le train d'éco-

nomies jusqu'en 2019. Par ailleurs, si la secrétaire d'Etat peut nous aider, ponctuellement, pour 2015, nous avons surtout des besoins structurels. Et, sur ces aspects, nous n'avons aucune réponse. Enfin, les intentions de M<sup>me</sup> Sleurs pour Belspo restent nébuleuses, cela crée de l'anxiété chez les gens concernés. On ne se sait pas comment on va travailler. » Le patron d'une autre institution va plus loin. « Je ne vois plus clair sur la ligne à suivre. Surtout, je crains que l'autonomisation, avec de moins en moins de moyens ressemble à une asphyxie. Cela relève peut-être du procès d'intention avec la N-VA, on verra. Mais, pour l'instant, on ne nous donne aucun élément rassurant. On ne nous dit rien. » Au cabinet d'Elke Sleurs, on assure que le projet est en réflexion, pour être appliqué « le plus vite possible ». ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

**MUSÉE****Pas d'art moderne au Vanderborght**

Nouvel épisode dans le feuilleton des collections fédérales d'art moderne et contemporain. Pour rappel, elles ne sont plus exposées depuis l'ouverture du Musée Fin-de-Siècle - lequel ne serait, aux dernières nouvelles, plus condamné à disparaître. Il faut donc trouver un nouvel espace pour exposer les pièces du XX<sup>e</sup> siècle. Dans l'attente d'une solution définitive, la

Ville de Bruxelles avait proposé à l'Etat fédéral de lui mettre à disposition les anciens magasins Vanderborght (ex-Dexia Center, à la sortie des Galeries Saint-Hubert). Le deal avait été conclu sous le précédent gouvernement fédéral. « *Nous nous sommes alors engagés à rénover le toit et l'extérieur* », rappelle Karine Lalieux, échevine (PS) de la Culture. A charge pour la Régie des Bâtiments de prendre en charge le reste des travaux, évalués à 10 millions d'euros. Mais, voici quelques jours, au cours d'une réunion fédé-

ral/Ville, une tout autre option a été retenue. Elke Sleurs souhaiterait exposer les collections d'art moderne et contemporain dans les Musées des Beaux-Arts. Cela suppose d'importants travaux. La Régie des Bâtiments a été chargée de commander une étude pour en évaluer le coût. Dans l'intervalle (l'étude n'est pas attendue avant fin 2015), le fédéral va geler la piste Vanderborght. « *Mais, pour la fin de l'année, il faudra que le fédéral nous dise clairement s'il souhaite utiliser les lieux* », insiste Karine Lalieux.

V.L.A.

**Belspo Se chercher un patron avant de disparaître**

Ce matin, les 2.800 membres du personnel de Belspo découvrent l'identité de leur nouveau patron. Vendredi, pourtant, c'était toujours Philippe Mettens qui présidait le comité de direction du SPP Politique scientifique. Mais, à 18h52, la secrétaire d'Etat Elke Sleurs lui a signifié son congé. De ces quelques lignes : « *Par la présente, je vous confirme que votre mandat se termine de plein droit le 7 avril. Par conséquent, le vendredi 3 avril sera votre dernier jour de travail, le lundi 6 avril étant férié. Je vous saurai gré, au plus tard pour le 7 avril, de bien vouloir remettre tous les outils de travail qui ont été mis à votre disposition par le*

*SPP au responsable des ressources humaines. (...) Je vous remercie pour votre collaboration et vous souhaite beaucoup de succès pour la suite de votre carrière.* »

Le bourgmestre de Flobecq a vidé son bureau samedi. Dimanche, il nous a livré sa version des faits. « *Quand un manager arrive au terme de son mandat, il*

*faut l'évaluer. Faute de quoi, il est remercié. Or, à trois semaines de l'échéance, je n'avais toujours pas d'évaluation. J'ai donc assigné Elke Sleurs devant le tribunal de première instance de Bruxelles, en référé. Mon avocat demandait une astreinte de 1.000 euros par heure, aussi longtemps que ce n'était pas fait. Devant cette menace, la secrétaire d'Etat s'est exécutée, le 23 mars. J'ai obtenu une mention très bien, ce qui signifiait que je devais être automatiquement reconduit. Pour éviter ça, Elke Sleurs a argumenté qu'avec la réforme de Belspo, le poste ne serait plus le même et que, dès lors, je ne pouvais pas être reconduit.* »

L'appel à candidatures pour la tête de Belspo a été publié vendredi au Moniteur, samedi sur le site du Selor. Outre sa formulation en certains points confuse

l'offre d'emploi ne manque pas d'étonner. D'abord parce que, si Belspo est appelé à disparaître, pourquoi, malgré tout, lui chercher un nouveau patron ? « *Parce*

*qu'on ne connaît pas le calendrier de la réforme, que le futur chef devra d'ailleurs gérer* », précise le porte-parole d'Elke Sleurs. Cette exigence (préparer l'absorption de Belspo dans un SPF), ainsi qu'une révision à la baisse du salaire, semblent être les seules différences entre le profil de fonction recherché et celui de Philippe Mettens... Simple prétexte, alors, pour évincer un franc-tireur socialiste ? « *C'est vrai qu'il y a un petit côté épuration : un francophone qui n'a pas la bonne couleur politique, ce n'est pas bien vu, avance l'intéressé. Mon départ va favoriser l'Anschluss. Quel gâchis. En plus, je ne suis pas un réactionnaire, je suis ouvert à la réforme. Mes 12 années d'expérience auraient pu aider Elke Sleurs, qui n'est là que depuis six mois. Mais non, au lieu de ça, quel mépris, quel manque de respect.* » De là à envisager un recours contre la décision, ou à tenter un pied de nez à la secrétaire d'Etat, en postulant pour le « nouveau » job, il n'y a qu'un pas que l'intéressé n'a pas encore dé-

**LE SERVICE PUBLIC****2.800 collaborateurs, 600 millions à gérer**

Belspo, c'est l'administration fédérale en charge de la Politique scientifique. C'est un service public de programmation (SPP), c'est-à-

dire un département qui, à la différence des SPF (les anciens « ministères »), s'occupe de dossiers liés à certains enjeux de société et

Belspo emploie 2.800 personnes et a un budget de 600 millions, dont un tiers consacré au spatial. En pra-

tique, le SPP gère les grands programmes de recherche, la contribution belge à l'Agence spatiale européenne, dix établissements scientifiques fédéraux (les Musées des beaux-arts, des Sciences naturelles, l'IRM, les Archives de l'Etat, la Bibli